

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget de 2020

Par :

CANADIAN
PSYCHOLOGICAL
ASSOCIATION



SOCIÉTÉ
CANADIENNE
DE PSYCHOLOGIE

La Société canadienne de psychologie (SCP) est la seule association nationale qui se consacre à la fois à la science, la pratique et l'enseignement de la psychologie au Canada. Avec plus de 7 000 membres et affiliés, la SCP est la plus grande association de psychologues du pays. Pour en savoir plus sur la SCP, veuillez visiter le www.cpa.ca.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons que le gouvernement :

1) Recherche en environnement

- a) Accroisse les mesures incitatives à l'endroit de l'industrie, ainsi que le financement des organisations non gouvernementales et sans but lucratif, afin d'encourager la recherche en environnement.
- b) Établisse une chaire de recherche du Canada sur le comportement humain et le changement climatique de 300 000 \$ par année, pour appuyer et mettre à profit l'expertise des psychologues de l'environnement et des recherches qu'ils effectuent, de manière à ce que les politiques et les programmes visant à réduire le bilan carbone du Canada soient mis en œuvre.

2) Services de santé mentale

- a) S'assure que le financement permanent des services de santé mentale, transféré aux provinces en vertu de l'Accord sur la santé, donne accès à des soins fondés sur des données probantes, et que les provinces et les territoires s'acquittent de leurs obligations en fournissant des fonds de contrepartie ou en engageant de nouvelles dépenses en santé mentale sans réduire les services de santé mentale déjà financés par l'État.
- b) Travaille avec les partenaires gouvernementaux des provinces et des territoires afin de s'assurer que les investissements actuels et futurs dans le domaine de la santé mentale, dans les secteurs public et privé, fournissent des services équivalents à ceux destinés au traitement des problèmes de santé physique, et veille à ce que les services soient durables.
- c) Examine et harmonise la façon dont le gouvernement fédéral finance les services psychologiques par le truchement des programmes et des politiques qui relèvent de sa compétence.
 - Il s'agit notamment des services de santé offerts aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis du Canada, aux militaires et aux anciens combattants, et aux centaines de milliers de Canadiens employés par le gouvernement fédéral.

3) Renforcement de l'écosystème de la recherche au Canada

- a) Mette en œuvre les recommandations formulées dans le rapport de l'Examen du soutien fédéral aux sciences de 2017, qui ne le sont pas encore, afin de renforcer l'écosystème de la recherche, à l'aide des mesures suivantes :
 - Investir 85 millions de dollars, échelonnés sur deux ans à compter de 2020, pour financer des concours publics au sein des trois conseils de manière à atteindre l'objectif établi par le Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale;
 - Mettre en œuvre une augmentation du financement de base de 140 M\$ par année, assortie d'augmentations équivalentes supplémentaires de 40 M\$ par année, échelonnés sur trois ans, pour les étudiants des cycles supérieurs et les boursiers postdoctoraux;

- Fournir une somme additionnelle de 100 M\$ par année pour les trois prochaines années afin d'atteindre l'objectif recommandé par le Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale.

La SCP est heureuse de présenter au Comité permanent des finances son mémoire prébudgétaire en prévision du budget de 2020. La psychologie est une profession et une discipline, qui étudie la façon dont les êtres humains pensent, se sentent et se comportent; elle met son savoir au service des personnes, des groupes, des familles, des collectivités et des organisations afin d'aider ceux-ci à comprendre, expliquer et modifier leur comportement.

La relation entre les changements climatiques, la santé et le comportement des individus et de l'économie doit être comprise et étudiée, comme l'indiquent :

- 1) La *Revue du système financier* de 2019 de la Banque du Canada, qui mentionne que les changements climatiques font partie des principales vulnérabilités auxquelles l'économie canadienne est exposée.
- 2) Le rapport final du *Groupe d'experts sur la finance durable*, publié en 2019, dans lequel on peut lire : « La relation entre l'économie et l'environnement atteint un point d'inflexion vital. À mesure que les effets des changements climatiques se manifestent davantage et que les activités internationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) s'intensifient, il faudra parvenir à unifier les aspirations du Canada, c'est-à-dire une économie prospère, une main-d'œuvre dynamique et un environnement sain ».
- 3) Le *Cadre pancanadien de 2106 sur la croissance propre et les changements climatiques*, qui souligne que « [l]a mise en œuvre de mesures d'adaptation présentant une vision globale du bien-être (p. ex. déterminants sociaux et culturels de la santé, de la santé mentale) gardera les Canadiens en santé et réduira l'engorgement de systèmes de santé ».
- 4) Le rapport de 2019 du Conseil des académies canadiennes (CAC), *Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada*, qui met en évidence les liens et les impacts clairs des changements climatiques sur la santé physique et mentale et le bien-être. Les thèmes présentés à cet égard sont : le bien-être de la collectivité; l'intensification des facteurs de risque pour la santé mentale; le manque d'attention accordé à la santé mentale dans la recherche sur les impacts des changements climatiques sur la santé; les traumatismes et la détresse psychologique causés par les changements climatiques; l'impact humain des pertes économiques.

L'évaluation de l'action contre les changements climatiques au Canada révèle que les mesures prises par le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et des territoires ne sont pas à la hauteur de leurs engagements. En effet, les gouvernements ne sont pas parvenus à réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre, à évaluer les risques liés aux changements climatiques, à coordonner efficacement la lutte contre les changements climatiques et à élaborer/mettre en œuvre des plans d'adaptation. Cela a été mis en évidence dans le rapport collaboratif des vérificateurs généraux du Canada de 2018 sur les efforts en matière de changement climatique, et, comme en témoigne le rapport de l'ACC, peu de choses ont changé depuis.

La SCP soutient, d'une part, que les connaissances et l'expertise de la psychologie en tant que profession ne sont pas suffisamment exploitées et mises à contribution dans le processus de prise de décisions du Canada en matière de changements climatiques, et d'autre part, que les répercussions des changements climatiques sur la santé mentale des Canadiens ne sont pas suffisamment étudiées.

La contribution de la psychologie à la lutte contre les changements climatiques

Les changements climatiques et la façon dont les Canadiens y réagissent sont largement déterminés par le comportement humain. L'économie est affectée par une multitude de facteurs. Les changements climatiques et le comportement humain, qui figurent parmi ces facteurs, devraient recevoir une attention particulière. Pour trouver des solutions efficaces au changement climatique, il faut comprendre et soutenir efficacement la modification des comportements à l'échelle de l'individu et du groupe. Les psychologues de l'environnement peuvent aider le gouvernement à élaborer des politiques publiques, qui sont à même d'aplanir le décalage entre, d'un côté, ce que comprennent les Canadiens des changements climatiques, et de l'autre, les comportements au quotidien et les choix individuels relatifs à l'environnement.

La recherche en psychologie peut fournir des réponses aux questions climatiques nouvelles, notamment :

- 1) Comment les Canadiens comprennent-ils les risques que représentent les changements climatiques?
- 2) Comment le comportement des individus contribue-t-il aux changements climatiques, et quels sont les facteurs contextuels et psychologiques en cause?
- 3) Quels sont les impacts psychosociaux du changement climatique?
- 4) Comment les Canadiens s'adaptent-ils aux menaces réelles et perçues, et aux répercussions actuelles des changements climatiques?
- 5) Quels sont les facteurs psychologiques qui contribuent à limiter le changement climatique ou qui aident les Canadiens à y répondre efficacement¹?

Le gouvernement du Canada pourrait grandement bénéficier de l'expertise des psychologues dans la prise de décisions et l'établissement de politiques relatives au changement climatique et à l'économie. Par exemple, à l'aide de financement gouvernemental, des psychologues de l'environnement pourraient se mettre au service de l'industrie, des organisations non gouvernementales et des organismes sans but lucratif afin de leur montrer comment utiliser les principes et les pratiques psychologiques pour réduire leur empreinte écologique. Le gouvernement pourrait aussi envisager de créer une chaire de recherche du Canada sur le comportement humain et le climat.

Pour modifier efficacement la façon dont les Canadiens interagissent avec l'environnement, il faut une compréhension approfondie des principes psychologiques. Les psychologues de l'environnement peuvent contribuer à l'élaboration de lois et de politiques qui permettent de modifier positivement l'incidence du comportement des Canadiens sur l'environnement. Du fait de leur expertise, les psychologues de l'environnement savent comment inciter les individus à modifier leurs comportements à l'aide de programmes et de politiques, comment communiquer de l'information de manière à ce que les messages relatifs au changement climatique et à l'environnement soient entendus et mis en pratique efficacement, et bâtir et modifier le cadre de vie pour faciliter de bonnes pratiques environnementales chez les individus, les familles et les collectivités.

¹ Tiré du rapport du groupe de travail de l'American Psychological Association chargé d'étudier la connexion entre psychologie et changement climatique mondial, 2009. Accessible à l'adresse <https://www.apa.org/science/about/publications/climate-change-booklet.pdf>.

Santé mentale, toxicomanie et économie

Le Canada fait déjà face à un défi de taille dans le domaine de la santé mentale et de la toxicomanie, qui a des répercussions importantes sur l'économie. Par rapport à d'autres pays (p. ex., Royaume-Uni, Australie, Pays-Bas, Finlande, Portugal), qui ont lancé des initiatives nationales s'adressant à la santé mentale et à la toxicomanie, le Canada ne parvient pas encore, à ce jour, à s'assurer que tous les Canadiens bénéficient des soins et des services dont ils ont besoin.

Bien qu'une personne sur cinq souffrira d'un problème de santé mentale au cours d'une année donnée², le tiers des adultes déclarent que leurs besoins en santé mentale ne sont pas entièrement comblés³, et environ les trois quarts des enfants n'ont pas accès à des services spécialisés⁴. Selon les constatations du Conference Board du Canada (2016), le Canada pourrait économiser 50 milliards de dollars par année s'il améliorait le traitement de la dépression et de l'anxiété chez les travailleurs canadiens. En 2014, les coûts associés à la toxicomanie au Canada (à l'exception des services dispensés à l'hôpital) étaient estimés à 38,4 milliards de dollars, soit environ 1 100 \$ pour chaque Canadien, peu importe son âge⁵.

Pour promouvoir la compétitivité économique du Canada, la SCP recommande que le gouvernement fédéral continue de faire des investissements à la fois dans la recherche en santé mentale et dans les services de santé mentale.

- La recherche en santé mentale est essentielle au succès de notre pays. Comment aider les gens atteints de maladie chronique à bien gérer leur maladie? Que peuvent faire les employeurs pour optimiser la satisfaction au travail et la productivité? Comment devrions-nous appréhender les troubles du développement et les problèmes propres à l'enfance et au vieillissement? Que devons-nous faire pour traiter efficacement les troubles de santé mentale? Quels sont les impacts des développements en matière d'intelligence augmentée? La recherche en psychologie a la réponse à toutes ces questions et peut proposer des solutions.
- Il faut continuer d'investir dans les services de santé mentale pour s'assurer que le financement fourni dans le cadre du récent Accord sur la santé donne accès à des soins fondés sur des données probantes et tient tous les paliers de gouvernement responsables des dépenses en santé mentale. Les provinces et les territoires doivent s'acquitter de leurs obligations en fournissant des fonds de contrepartie ou en engageant de nouvelles dépenses en santé mentale sans réduire les services de santé mentale déjà financés par l'État.
- Tous les gouvernements doivent travailler ensemble pour garantir des investissements durables dans le domaine de la santé mentale et s'assurer que les soins soient équivalents à ceux destinés au traitement des problèmes de santé physique.

² Smetanin et coll. (2011). The life and economic impact of major mental illnesses in Canada: 2011-2014. Préparé pour la Commission de la santé mentale du Canada. Toronto : RiskAnalytica.

³ Sunderland et Findlay (2013). Besoins perçus de soins de santé mentale au Canada : résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Santé mentale. Statistique Canada, catalogue n° 82-003-X.

⁴ <https://ww1.cpa-apc.org/Publications/Archives/CJP/2005/march2/cjp-mar2-05-Waddell-RP.pdf>.

⁵ Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (2018) citant l'ICIS. Accessible à l'adresse <https://www.ccsa.ca/sites/default/files/2019-04/CSUCH-Canadian-Substance-Use-Costs-Harms-Report-2018-fr.pdf>.

- Dans ses recommandations prébudgétaires de 2019, la SCP demande au gouvernement d'examiner et d'harmoniser les services psychologiques au moyen de programmes et de politiques qui relèvent de sa compétence⁶. Cela demeure un impératif pour la santé mentale au Canada.

La recherche en psychologie, l'écosystème de la recherche au Canada et le changement climatique

Les discussions publiques et l'élaboration des politiques au sujet de la société canadienne et de l'économie, y compris le changement climatique, doivent reposer sur un écosystème scientifique sain, qui reconnaît l'importance de financer les sciences humaines et sociales, ainsi que la santé et les sciences naturelles. Que l'objectif soit de modifier les comportements destructeurs, comme la réduction de l'utilisation des véhicules motorisés ou des produits non biodégradables, ou d'amener les gens à adopter des comportements bénéfiques pour l'environnement, comme le recyclage et l'utilisation du transport en commun, la recherche en psychologie est fondamentale, car elle permet de comprendre comment les gens pensent et se comportent relativement à l'environnement et à l'économie.

Un rapport de 2019, intitulé *Investing in Canadian Climate Science*, souligne que « la recherche fondamentale sur le climat joue un rôle crucial dans les modèles, les données et les preuves qui soutiennent la prise de décisions à l'échelle mondiale en matière de climat, d'énergie, de santé et de politique économique ». [traduction] Pour favoriser la sensibilisation au changement climatique, et du même coup, encourager les Canadiens à se sentir plus responsables vis-à-vis de l'environnement au moyen de politiques et de programmes, les gouvernements doivent comprendre comment les gens traitent l'information et prennent des décisions. En sachant comment présenter efficacement l'information, il sera plus facile de concevoir des messages qui seront bien compris par les différents publics canadiens auxquels ils s'adressent. L'augmentation du financement pour soutenir l'écosystème de la recherche au Canada en général, et la recherche en psychologie en particulier, permettra à la psychologie de jouer un rôle important dans les actions menées pour s'adapter aux changements climatiques.

Les chercheurs et les étudiants canadiens sont à l'avant-garde des découvertes et des innovations, et leur expertise et leur capacité à orienter les discussions sur l'environnement, la société et l'économie — y compris la science fondamentale qui sous-tend l'urgence climatique, et la recherche en psychologie qui doit être menée pour comprendre la façon d'aider les individus et les collectivités à modifier leurs comportements pour limiter et atténuer le changement climatique — pourraient être mieux exploitées par la mise en œuvre des recommandations, toujours non appliquées, formulées dans le rapport du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale de 2017, intitulé « *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays* ».

Le rapport du Comité consultatif propose un plan exhaustif pour améliorer l'écosystème de la recherche au Canada et, ce faisant, rétablir la position des Canadiens comme chefs de file de la recherche à l'échelle internationale. Avec les budgets de 2018 et de 2019, le gouvernement a donné suite à certaines des recommandations du rapport. Mais il peut et il doit en faire plus pour améliorer la compétitivité mondiale et la prospérité du Canada.

⁶ <https://cpa.ca/docs/File/Government%20Relations/Final%20CPA%20pre-budget%20August%202018.pdf>

- Pour mettre en œuvre l'intégralité de la recommandation du Comité consultatif et atteindre l'objectif établi, le gouvernement devra fournir 85 millions de dollars, échelonnés sur deux ans à compter de 2020, afin de financer des concours publics. Cet investissement dans les concours publics, avec, comme principe fondamental, une approche plus équilibrée en matière de financement de la recherche, permettrait aux chercheurs en psychologie de l'environnement et aux programmes de modification du comportement, que l'on trouve généralement dans les sciences sociales et humaines, d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer l'efficacité des stratégies visant à réduire l'empreinte carbone et les répercussions du changement climatique sur les Canadiens.
- Les étudiants, qui représentent la prochaine génération de chercheurs, feront des découvertes révolutionnaires et s'attaqueront aux nombreux aspects économiques, environnementaux, sociaux et culturels auxquels sont confrontés les Canadiens; c'est pourquoi il est nécessaire de poursuivre l'harmonisation et la mise à niveau des systèmes de financement des étudiants des cycles supérieurs et des boursiers postdoctoraux, et d'en maintenir l'orientation stratégique. La SCP préconise la mise en œuvre d'une augmentation du financement de base de 140 M\$ par année, assortie d'augmentations équivalentes supplémentaires de 40 M\$ par année, échelonnés sur trois ans, pour soutenir les étudiants des cycles supérieurs et les boursiers postdoctoraux.
- Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour améliorer l'environnement scientifique et universitaire, en rehaussant la couverture des frais administratifs et du coût des locaux inhérents à la recherche effectuée dans les établissements et les universités; en outre, il faut prévoir des dépenses ciblées pour couvrir les coûts de démarrage liés à l'infrastructure, les coûts permanents afférents à l'exploitation des grandes installations scientifiques et le coût de remplacement des outils et des instruments de recherche devenus désuets. La SCP appuie la recommandation du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale, qui préconise de fournir une somme additionnelle de 100 M\$ par année pour les trois prochaines années pour couvrir le coût des locaux et les frais administratifs, de manière à atteindre l'objectif établi.

Personne-ressource :

Karen Cohen, Ph. D., C. Psych.

Chef de la direction

Société canadienne de psychologie

executiveoffice@cpa.ca

Tél. : 613-237-2144 poste 323